

Brochure n° 3066

Convention collective nationale

IDCC : 292. – PLASTURGIE

ACCORD DU 28 JUIN 2011

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1151108M

IDCC : 292

Entre :

La fédération de la plasturgie,

D'une part, et

La fédération CMTE CFTC ;

La fédération chimie-énergie CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective nationale de la plasturgie défini par l'accord du 1^{er} juillet 1960 modifié par les avenants du 6 janvier 1961 et du 15 juin 1977.

Article 2

Application de l'accord

Cet accord s'applique dans le cadre de l'accord de classification signé le 16 décembre 2004, lequel est obligatoirement applicable pour l'ensemble des entreprises de la branche depuis avril 2007.

Article 3

Montants des minima mensuels

3.1. Salaires minima mensuels au 1^{er} septembre 2011

Le barème des salaires minima mensuels au 1^{er} septembre 2011 sera le suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
700	1 396
710	1 405

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
720	1 423
730	1 480
740	1 557
750	1 661
800	1 777
810	1 920
820	2 111
830	2 256
900	2 708
910	2 846
920	3 272
930	4 255
940	5 304

3.2. Salaires minima mensuels au 1^{er} janvier 2012

Le barème des salaires minima mensuels sera au 1^{er} janvier 2012 le suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
700	1 403
710	1 412
720	1 430
730	1 487
740	1 565
750	1 669
800	1 786
810	1 930
820	2 122
830	2268
900	2 722
910	2860
920	3289
930	4 276
940	5 331

3.3. Salaires minima mensuels au 1^{er} mai 2012

Le barème des salaires minima mensuels sera au 1^{er} mai 2012 le suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
700	1 410
710	1 419
720	1 437
730	1 495
740	1 573
750	1 677
800	1 795
810	1 940
820	2 132
830	2 279
900	2 735
910	2 875
920	3 305
930	4 298
940	5 358

3.4. Prochaine négociation sur les salaires minima

Les parties conviennent d'engager la prochaine négociation sur les salaires minima à partir de juin 2012.

Article 4

Contenu des salaires

Le barème des salaires minima est établi sur une base de 151,67 heures au sens de l'article L. 3121-10 du code du travail, ainsi sont inclus dans le salaire minima le complément différentiel lié à la réduction du temps de travail appliqué, s'il existe, dans l'entreprise ou l'établissement lors de la mise en place des 35 heures, de même que tous les éléments qui entrent dans la composition du Smic selon la réglementation en vigueur et la jurisprudence.

A titre d'indication, sont exclus des minima à la date de signature de l'accord, quand ils existent :

- la majoration relative à la durée du travail : heures supplémentaires, exceptionnelles, etc. ;
- la prime d'ancienneté ;
- le 13^e mois ;
- les primes pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres ;
- les gratifications ayant indiscutablement un caractère exceptionnel ;
- les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais ;
- les primes générales (vacances, Noël...) quelle que soit leur appellation, qu'elles soient fonction ou non, de la production ou de la productivité globale de l'entreprise ou de ses bénéficiaires.

En ce qui concerne les heures qui ne seraient pas considérées comme du temps de travail effectif, elles seront régies par la législation en vigueur, la jurisprudence et la convention collective nationale de la plasturgie.

Article 5

Salaires minima mensuels des cadres débutants

Il pourra être procédé par l'entreprise :

- pour les cadres débutants dont la définition est précisée ci-dessous (ci-après « cadres débutants ») recrutés postérieurement au 1^{er} janvier 2012 à un abattement de 5 % sur la rémunération prévue au coefficient 900 pendant une durée de 24 mois ;
- pour les cadres débutant recrutés antérieurement au 1^{er} janvier 2012 à un abattement (d'une durée maximale de 24 mois) de :
 - 11 % sur la rémunération prévue au coefficient 900 jusqu'au 31 décembre 2011 ;
 - 5 % sur la rémunération prévue au coefficient 900 à compter du 1^{er} janvier 2012.

Il est entendu que la durée maximale de 24 mois intègre tant les périodes antérieures au 31 décembre 2011 que celles postérieures à cette date.

Durant cette période, l'entreprise procédera à des entretiens réguliers avec le salarié concerné. Par cadre débutant il y a lieu d'entendre la position attribuée aux nouveaux diplômés occupant un poste côté 900 et n'ayant aucun passé professionnel soit à l'extérieur, soit à l'intérieur de l'entreprise, jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'expérience professionnelle nécessaire pour l'exercice correct de la fonction.

Cet article s'applique de manière transitoire jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 6

Durée et formalités relatives à l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il fera l'objet auprès du ministère du travail d'un dépôt et d'une demande d'extension en urgence.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Les signataires conviennent de renégocier les dispositions de l'accord qui pourraient être remises en cause par des dispositions conventionnelles, législatives et réglementaires ultérieures.

(Suivent les signatures.)